

Retraites : L'étrange défaite

J'ai cru comprendre que notre tendance, U et A, ne faisait pas l'analyse de la lutte contre la réforme des retraites de 2010 comme étant une défaite. Peut-être pas une victoire, mais comme dirait un américain : on a fait le job. Le raisonnement peut se résumer ainsi : les syndicats, s'ils n'ont pas obtenu d'améliorations tangibles de la « réforme des retraites », ont cependant montré leur capacité de mobilisation et sont donc en position de force pour d'autres luttes à venir ; ils sortent globalement renforcés d'une longue et puissante mobilisation.

Peut-être même n'y a-t-il pas eu d'analyse par la tendance. En tout cas je ne l'ai pas vu passer. Elle est pourtant absolument nécessaire : collective, approfondie, et si besoin, contradictoire.

De là le titre de la présente réflexion, qui n'est pas un simple clin d'œil du prof d'histoire à Marc Bloch, mais qui exprime une réelle surprise devant le sentiment d'une quasi-victoire que je considère comme totalement erroné et qui pourtant convainc des militants dont je ne doute pas un instant de l'honnêteté intellectuelle. Plus même, je pense que cette défaite va avoir des conséquences plus graves sur le long terme que la défaite de 2003, qui ne concernait que les fonctionnaires, et que celle de 1993 qui a laminé les retraites du privé, mais sans lutte, pendant les vacances d'été.

Ainsi, après la surprise vient l'inquiétude : pourquoi demain ce gouvernement, ou un autre, quelque soit sa couleur politique, n'irait-il pas plus loin dans la démolition des retraites et la soumission de la population aux exigences du capitalisme. Le gouvernement a gagné sans combattre et n'a fait aucune concession. Il n'en espérait peut-être pas tant, même si lui, ses inspirateurs et ses clients, ont compris depuis longtemps que dans les grands rendez-vous sociaux le mouvement syndical français est devenu un tigre de papier.

Je ne regrette pas l'époque où la troupe de la République était envoyée contre les manifestants parce qu'ils faisaient trembler le pouvoir. Je suis même par inclination un modéré que les tartarinades sur la radicalité des luttes font plutôt sourire. Mais de là à assister sans broncher, ni pendant ni après, à un tel refus de l'obstacle, à une telle acceptation de la défaite avant même la lutte, à un tel ballet d'hypocrites appelant à la mobilisation en espérant qu'elle retomberait un peu pour pouvoir canner le drapeau levé bien haut, il y a un pas que je ne peux franchir et qui demande pour le moins analyse.

Le combat était perdu avant même d'être commencé

Les syndicats que l'on peut définir comme des **acteurs de la transformation sociale** : CGT, FSU, probablement Solidaires - qui aurait à réfléchir sur le sujet -, et une partie de FO - qui ferait bien elle aussi de réfléchir-, se sont retrouvés piégés dans ce que les psychologues appellent la double contrainte. C'est à dire contraints par deux principes qui s'opposent et qui rendent la situation insoluble. Face au piège de la double contrainte, on peut soit la nier et en rester prisonnier - c'est ce qui a été fait - soit refuser le mécanisme pervers en produisant du neuf. C'est que les syndicats de transformation sociale n'ont pas su faire.

La double contrainte en question était la suivante :

- face à une régression de l'ampleur de la loi sur les retraites rien faire était impossible. Se contenter de protester symboliquement face à une telle loi n'est pas pensable ni réaliste pour un syndicalisme de transformation sociale. Ce ne serait compris ni des militants, ni des adhérents, ni des sympathisants.
- lutter vraiment c'était être assuré d'une cuisante défaite puisque le président et le gouvernement ne pouvaient céder sur ce point précis des retraites dont ils avaient fait une réforme emblématique. Pour eux, céder revenait à se mettre en situation de perdre les prochaines élections

présidentielles. Lutter vraiment c'était donc affaiblir fortement et durablement les syndicats qui auraient organisé la lutte, voire les couler pour de nombreuses années au profits de syndicats plus accommodants ou plus habiles.

Accepter cette logique, c'était dès le début reconnaître qu'il n'y avait donc pas d'autre choix que de se battre pour perdre, en essayant toutefois de laisser le sentiment que tout ce qui pouvait être fait l'a été. C'est le pari que la victoire gouvernementale sera une défaite à la Pyrrhus. C'est le pari que l'opinion publique comprendra que le mouvement syndical ne pouvait pas faire autrement que ce qu'il a fait et que donc il ne ressort pas amoindri du conflit, mais renforcé malgré une nouvelle défaite.

D'ailleurs cela n'a pas vraiment été vécu par la plupart des acteurs syndicaux comme une défaite. Il n'y a aucun problème à absolument postuler leur bonne foi. Pour qu'il puisse y avoir sentiment de la défaite il faut qu'il y ait véritablement sentiment que la victoire est possible.

Cette défaite a été probablement théorisée dans les instances dirigeantes des plus grands syndicats

On assiste alors dans le déroulement des événements à un ballet de dupes où les syndicats mobilisent massivement et dans la durée. Probablement même au delà de ce qui était envisagé. Trop peut-être à certaines périodes où la démonstration de force étant atteinte les directions des principaux syndicats auraient bien aimées baisser les armes la tête haute mais ne le pouvaient pas. A aucun moment n'a été mis en œuvre - ni même évoqué - un palier dans la lutte, une marche supplémentaire dans les moyens pour faire plier le gouvernement.

Par exemple, Bernard Tibault dont la parole a bien entendu été capitale à cette période, n'a prononcé pas une fois le terme de « retrait » du texte. De même les plus grandes manifestations parisiennes sont scindées en deux cortèges – à ma connaissance c'est du jamais vu - pour éviter, peut-être, l'effet visuel de foule qui, à la différence de la guerre des chiffres impressionne l'opinion publique, au sens où la lumière impressionne la pellicule.

Ce qui n'a pas été décidé est au moins aussi important. En l'occurrence ce qui n'a pas été décidé, c'est une grande manifestation nationale dans la lignée des grandes manifestations pour l'école privée à Versailles ou contre la réforme de la loi Fallou. Si je me trompe, que l'on m'explique **pourquoi cette grande manifestation nationale, pensée comme un électrochoc visuel d'une foule immense que l'on pourrait identifier au peuple, n'a pas été organisée.**

Cela impliquait un lieu choisi pour une image : celle d'un million de personne dans la rue. Cela n'a rien a voir avec l'addition abstraite et toujours contestable de manifestations, fussent-elles rassembler à elles toutes réellement un million de personne. Cela n'a pas été fait et ce n'est ni par hasard, ni par impossibilité. Cela n'a pas été fait car cela faisait basculer le mouvement dans une véritable lutte avec un vrai vainqueur et un vrai perdant.

La réussite probable d'une gigantesque manifestation nationale impliquait une progression dans la lutte. **Le mouvement changeait radicalement de nature et que ça allait causer dans les chaumières et les entreprises. Le mouvement avait besoin d'actions qui donnent de l'espoir et il ne les a pas eu.**

Ce qu'on a eu, ce sont trois millions de personnes dans la rue, chiffre considérable... mais aucune image de cela. C'est, dans notre société de l'image, comme si la mobilisation n'avait pas existé. C'est presque moins que trois dizaines de gars bloquant une raffinerie et que l'on voit dire à la télévision qu'il n'est pas question de partir.

Le seul argument que j'ai entendu jusqu'à présent contre cette idée qui a obligatoirement été évoquée par la direction de la CGT, sans laquelle rien n'était possible, est que cela allait rompre l'unité car la CFDT était radicalement contre. Allons donc ! Bien sur que la CFDT était contre mais

bien entendu aussi qu'elle n'auraient pas pu s'y opposer et aurait même participé sous peine d'être disqualifiée, y compris par ses propres militants.

Ma critique est donc la suivante : s'il est bien entendu qu'on n'appuie pas sur un interrupteur pour mobiliser et que la mobilisation massive ne se décrète pas, il est tout aussi vrai que si on veut gagner il faut savoir monter en intensité dans les luttes. Si on se contente d'aligner les manifestations locales comme des perles, c'est que l'on a pas la volonté de gagner. Cela peut se justifier. Gagner était peut-être impossible. Ce n'est pas ce que je crois. Mais si c'était l'intime conviction des directions de la CGT et de la CFDT, ainsi que des autres fédérations, FSU y compris, on était alors dans l'action symbolique et **il fallait le dire.**

On a juste oublié de prévenir la base...

Comme les dirigeants des plus grands syndicats ont décidé qu'ils ne pouvaient pas gagner mais qu'ils se refusaient aussi à admettre que la lutte était symbolique, il fallait créer des écrans de fumée pour éviter que le scénario d'une vraie lutte, graduelle mais sans concession, ne puisse prendre corps sans les syndicats, voire contre eux. Les médias étaient tout prêts à les fournir. **Deux ont été utilisés : le fantasme de la grève générale et celui du blocage du pays.**

Le premier s'auto-alimente tout seul chez nous depuis au moins un siècle. Il signifie depuis la fin du XIX e siècle: tentative révolutionnaire. Il fait remonter les remugles de 1968 et l'agitation gauchiste et il en trouve toujours ses idiots utiles pour souffler sur les braises. Ça marche à chaque fois pour calmer les ardeurs contestataires des plus modérés. C'est là dessus que se fonde la vieille critique gauchiste envers les syndicats qui ne seraient que les chiens de garde du pouvoir ou pour le dire plus gentiment des intermédiaires sociaux destinés à calmer des masses qui seraient elles, par nature, révolutionnaires. C'est tout de même bien triste d'avoir une stratégie qui puisse, si peu que ce soit, donner crédit à cette vieille lune.

Le second est plus nouveau et plus redoutable. Il date de 1995 et de la fameuse « grève par procuration » qui interdirait les actions qui risquent de couper le mouvement de la population. Mais qui décide que le mouvement est coupé de la population ? Ce sont les élites journalistiques et sondagiales. Or, il est évident qu'elles le clameront toujours car elles sont partie-liée au pouvoir. Tout mouvement national est condamné en cas de réussite possible à affronter cette critique. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à petite échelle au bout d'un certain temps de blocage des raffineries. Je n'ose imaginer ce qui aurait été écrit et dit si le mouvement social avait été en passe de gagner. Connaissant le mécanisme, il faudrait faudrait peut-être penser à s'y préparer, à le désamorcer ou à passer outre.

S'y préparer c'est réapprendre une véritable culture des luttes, largement oubliée, et qui n'a rien à voir avec des délires d'agités et d'excités. C'est aussi, et même surtout, retrouver une crédibilité idéologique. C'est donc ne pas penser ou agir avec des enquêtes d'opinion. Si les syndicats qui sont établis dans la base du pays ne savent pas mieux que les gouvernements l'état d'esprit des salariés, s'ils ont besoin d'enquête d'opinion réalisées par les même instituts qui travaillent pour l'UMP, le PS, Danone ou Peugeot, c'est qu'il y a un sacré problème.

Le renoncement se présente toujours comme réalisme

Nous avons eu la preuve par les faits d'une évolution capitale mais regrettable : les syndicats qui se définissent comme étant de « transformation sociale » ont renoncé à transformer la société. Plus précisément, ils ne croient plus vraiment à leur capacité de réaliser une transformation radicale, ou d'être à l'origine de cette transformation, et ne se donnent donc plus les moyens de la mettre en œuvre. Par transformation radicale, j'entends bien entendu rupture avec le capitalisme... mais j'espère que la précision est de pure forme et que l'idée va d'elle même.

Ce renoncement prend d'abord la forme d'un renoncement idéologique. On a toujours tendance à sous-estimer la force des idées. « Le Vatican, combien de divisions? » disait Staline en bon matérialiste. Un pape polonais lui a répondu dans la suite de l'histoire en montrant que sans divisions, en ne se situant que sur le terrain des consciences, l'Église bien que force principalement idéologique n'était pas négligeable pour autant. Sans ossature idéologique, la lutte concrète, de terrain, se heurte à la difficulté de proposer des alternatives crédibles et même à l'impossibilité de convaincre vraiment.

Parmi les millions de personnes qui ont défilées, jours après jours, contre la casse des retraites, la majorité avait intériorisée l'inéluctabilité d'une réforme de la nature de celle proposée par la droite Sarkozyste et finalement ont compris l'attitude syndicale car ils avaient eux-même intégrée l'idée de la défaite.

C'est le même processus qui permet au parti socialiste de glisser vers une forme de centrisme où le libéralisme moral continue de le distinguer du conservatisme de la droite mais où les options fondamentales de l'économie sont rigoureusement identiques. La gestion de la crise récente le montre à l'envie : pas une once de différence entre les politiques des pays européens soi-disant gouvernés par la droite ou soi-disant gouverné par la gauche. Cela permet au parti socialiste de faire sortir de ses rangs le directeur du FMI et le président de l'OMC sans que cela produise un tollé, bien au contraire. Cela permettra au parti socialiste en cas de retour au pouvoir de continuer à mener sur les retraites une politique de même nature que celle de la droite. Le double discours ne lui fait pas peur, ce ne sont pas les preuves qui manquent.

L'unité d'action comme réponse au gouvernement?

Le syndicalisme français est victime d'un émiettement absolument incompatible avec la puissance d'action. Cet émiettement s'explique par son histoire et il est né de vrais raisons. Mais il n'a plus aucun sens car ces raisons sont dans les grandes lignes aujourd'hui totalement obsolètes. L'idée d'une reconstitution syndicale est donc dans de nombreuses têtes et pourtant rien ne bouge vraiment. Ne tournons pas autour du pot. Il y a deux familles syndicales en France ; il devrait y avoir deux syndicats. Une famille a pour histoire le syndicalisme de classe. Elle a pour leader naturel la CGT et comprend la FSU, Solidaires, une partie de FO. Ce syndicalisme est un **acteur social**. Il peut se définir comme étant un **syndicalisme de lutte, de changement social et de proposition**. L'autre famille vient du syndicalisme chrétien mais aussi du syndicalisme autonome. C'est bien entendu la CFDT, l'UNSA, la CGC, une partie de FO. Ce syndicalisme est un **partenaire social**. Il peut être défini comme un **syndicalisme d'accompagnement et de proposition**. Ces deux syndicalisme peuvent à l'occasion se retrouver mais ils n'ont pas vocation à mener les grandes luttes ensemble car ils ne considèrent pas fondamentalement de la même manière les intérêts des travailleurs. Le syndicalisme d'accompagnement n'a pas pour objectif de changer de société ; le notre si !

La conséquence de la désunion et de l'émiettement a paradoxalement été dans cette affaire des retraites **un culte encore jamais vu de l'unité**. Alors que toutes les tentatives plus ou moins formelles d'unité faites par le passé ont été des échecs, une espèce de G7 informel des syndicats s'est spontanément mis en place et a duré. Rien ne pouvait se faire qui ne soit fait dans l'unité. Rien d'autre donc qui ne soit le plus petit dénominateur commun.

A ce stade du raisonnement il me semble utile de rappeler que la CFDT a tenu son congrès avant le mouvement et qu'elle y a acté la possibilité d'une augmentation du nombre d'années de cotisation en contrepartie du maintien de l'âge légal de départ à 60 ans. Quelle hypocrisie ! Quelle trahison des salariés ! Surtout lorsqu'on se gargarise des générations futures car l'augmentation de la durée de cotisation a une conséquence directe et inévitable : la baisse des pensions. C'est aussi, au passage, le programme du PS. Il fallait donc - croyait-on en tout cas - à tout pris maintenir l'unité avec ce

syndicat et sa vision des retraites bien connue depuis 2003. On ne risquait pas d'aller bien loin si la CGT – car seule la CGT pouvait le faire – n'avait pas décidée de pousser la CFDT dans ses retranchement et même éventuellement, en fonction de l'état des luttes, continuer sans elle.

Je n'arrive toujours pas à m'expliquer comment la CGT qui a mené un combat exemplaire de tactique et de stratégie lors de la tentative de démolition du régime spécial de retraite de la SNCF a pu – a semblé ? – être aussi naïve. Car ce qu'à fait la CGT à la SNCF est un modèle à étudier dans les écoles de syndicalisme. Il n'en est pas de même de la lutte contre la réforme des retraites.

L'état des retraites après l'automne 2010

Enfin, qu'à-t-on perdu depuis 1993 ? Que va-t-il se passer lorsque les réformes des retraites feront sentir tous leurs effets ? Les hommes et les femmes vont-ils travailler jusqu'à 62 ans ou 67 ans pour tout ceux qui ont fait des études longues où ont eu des carrières hachées, particulièrement les femmes ? Vont-ils ensuite profiter d'une retraite, certes différée, mais finalement du même type que celle existant actuellement grâce à l'augmentation de l'espérance de vie ?

Le scénario est écrit et il est bien différent. Nous allons retrouver ce qui avait, non pas disparu, mais tout de même très fortement régressé : les vieux pauvres. Mais surtout, merveille de la modernité et des décotes, la frontière entre travail et retraite va progressivement s'estomper comme c'est déjà le cas en Grande-Bretagne. Individualisation des situations, baisse progressive mais jamais terminée de la charge de travail. Évolution en V inversé dans la carrière. Soyons concret : nos dirigeants et le MEDEF n'ont jamais pensé avoir des professeurs des écoles de 70 ans où des maçons de 75 ans mais ils imaginent fort bien d'anciens professeurs à mi-temps faisant fonction de surveillants, de correcteurs, de remplaçants surtout, d'administratifs, à 70 ans et plus, et d'anciens maçons remplissant les caddies des clients au supermarché ou arrondissant leur minable pension de tout un tas de petits boulots plus ou moins déclarés. **L'avenir n'est plus « du travail à la tombe », mais « du travail à la maison de retraite », si possible médicalisée : cela rapporte beaucoup plus aux capitalistes.**

A qui profite la manière dont ce sont déroulées les choses ?

Hormis le gouvernement, la CFDT est le grand bénéficiaire du scénario joué à l'automne. Celle-ci s'est refaite une virginité auprès de ses troupes et de l'opinion publique après avoir frôlé l'étiquette de syndicat jaune en 2003. Elle a fait croire dans cette lutte des retraites qu'elle était aussi un syndicat qui sait dire non. Son principal dirigeant a même fait mine de se fâcher contre le gouvernement. Ça y est, après des années, la CFDT tient enfin les deux bouts dans l'opinion publique : elle se définit fondamentalement comme le syndicat raisonnable et positif qui sait dire oui mais aussi comme le syndicat qui sait dire non lorsque cela va trop loin. La réalité est bien différente. La CFDT avait pris grand soin lors de son congrès de faire comprendre au gouvernement en acceptant l'augmentation de la durée de cotisation qu'elle ne s'opposait que pour la forme à la nouvelle loi. Elle attendait donc en retour, sur le même principe, que le gouvernement cède un peu, pas beaucoup, pour pouvoir au bout de quelques semaines quitter le mouvement en expliquant qu'elle au moins avait obtenu quelque chose alors que les extrémistes, c'est à dire ceux qui ne pouvaient se contenter de ces quelques cacahouètes - CGT comprise - n'obtenaient rien.

Mais les choses ne se sont pas déroulées ainsi. Le gouvernement n'a cédé sur rien et n'a pas donné les miettes attendues. Je revois ce pauvre Jean-Louis Malys, chargé des retraites à la CFDT, ne comprenant pas que « le gouvernement ne fasse pas un geste ». Traduction : on est les gentils, ceux qui disent toujours oui à la fin, alors pourquoi nous acculer, pourquoi être méchants avec nous ? On ne vous a pas donné assez de gages de notre servilité ?

Si les choses ne se sont pas passés ainsi c'est bien entendu que le gouvernement avait besoin de montrer à ses troupes, qu'à la différence de ses prédécesseurs de droite, lui ne reculait pas lorsqu'il avait décidé de tenir bon. Mais je pense cette analyse tout à fait incomplète. Ce que la CFDT n'a pas compris c'est que le pouvoir avait besoin d'une CGT qui ne sorte pas trop affaiblie de la lutte.

Céder à la CFDT c'était prendre le risque déséquilibrer durablement le rapport de force en faveur de la CFDT et donc de lui donner trop de pouvoir. Le gouvernement veut pouvoir diviser. Il sait que l'unité n'est que de façade et parie -probablement avec raison – que la véritable recomposition syndicale n'est pas pour demain.

Reste que, dans les grandes lignes, la CFDT avec sa politique de collaboration sort blanchie du mouvement. Elle pas tardé à le faire savoir, par exemple dans la fonction publique en lançant cette (grande?) initiative « 1,2,3 public ». Il fallait capitaliser au plus vite. Cela explique aussi la signature en cascade d'accords. C'est actuellement la course avec FO à qui signera le plus d'accords. Cela devient profondément indécent comme lors de la signature d'un accord sur la compétitivité des entreprises avec le Medef. Même FO n'arrive plus à suivre.

Pourquoi tant de fébrilité chez les syndicats ?

A cause des élections professionnelles et de la nouvelle loi sur la représentativité syndicale. Dans chaque entreprise, dans chaque branche, dans chaque secteur d'activité, les prochaines élections jusqu'en 2014 vont se montrer déterminantes pour la représentativité. Il ne s'agit donc pas tant de remporter une grande victoire, ce qui présente un grand risque, que d'éviter une grande défaite. D'où l'extrême prudence de la CGT qui mise sur l'avenir et sur la syndicalisation dans le privé, ce qui est d'ailleurs une excellente chose. D'où ce culte nouveau de l'unité pour ne pas apparaître comme celui qui divise, celui par qui le scandale de l'extrémisme supposé arrive. D'où cette unanimité pour faire passer pour une victoire ou une demi-victoire ce qui est à l'évidence une défaite. Comme lors des soirées électorales du premier tour des élections politiques les défaites n'existe plus. En dépit du plus élémentaire bon sens, les partis qui se sont pris une raclée, minimisent, ergotent, voire nie proprement et simplement la réalité. C'est ici la même chose à cette différence que les élections liées à la loi sur la représentativité s'étalent sur plusieurs années.

La bataille des idée est capitale

La théorie gouvernementale s'appuie sur des idées simples mais martelées par les pouvoirs politiques de droite comme de gauche, les médiats et leurs soi-disant experts, depuis des années, jusqu'à ce qu'elles rentrent dans une large majorité de têtes.

Le gouvernement a fait reposer sa loi sur quatre idées, toutes fausses, mais qu'importe puisqu'elles font vraie...

Primo: la plus évidente logique veut que l'on travaille plus longtemps puisque l'on vit plus longtemps. Bel exemple d'imbécilité reprise en cœur par des troupes de diplômés à bac +8.

Secundo : tous les pays européens comparables augmentent l'âge légal de la retraite et nous ne sommes pas plus malins qu'eux. Il doit bien y avoir une nécessité.

Tertio: la crise économique rend cette réforme non seulement inévitable mais urgente.

Quarto: de grands économistes de droite comme de gauche ont quantifié comme insupportable pour les générations futures le prix d'un statu-quo. Les milliards d'euros de déficit prévus donnent le tournis à défaut d'informer.

Quatre idées simples mais quatre idées totalement fausses et donc à priori facilement démontables.

Primo: la réalité des faits - qui ont la tête dure - est que depuis 150 ans au moins l'espérance de vie augmente et que parallèlement le temps de travail dans la vie diminue. Exactement le contraire de ce que l'on nous explique. L'explication de cet apparent prodige qui s'appelle simplement le progrès social est elle-même très simple : une part de l'augmentation continue de la productivité y a été consacrée.

Secundo: il est exact que tous les pays européens comparable à la France votent des lois du même type. Cela montre simplement qu'il n'y a plus de gauche politique au pouvoir en Europe et que le capitalisme financier a gagné, au moins provisoirement. Bon courage à celui qui chercherait à

retrouver la couleur politique d'un gouvernement européen en regardant ses mesures économiques. Tertio: la crise a bon dos. Les banques refont des bénéfiques et versent des bonus indécentes. Il n'y a pas de raison de payer pour l'oligarchie financière. Il y a bien les dettes des États qui ont renfloué le système bancaire pour que surtout rien ne change, mais l'histoire montre que jamais un grand pays n'a payé une grande dette. La seule prévision économique véritablement fiable que l'on peut faire sur la planète est que jamais les États-Unis ne paieront leur vertigineuse dette. Toutes les grandes dettes du passé ont été éliminées autrement : inflation, guerre, banqueroute, refus pur et simple de payer.

Quarto: l'histoire montre aussi à tous les coups que la capacité de prévision des économistes a la fiabilité du doigt mouillé. Il est historiquement ridicule d'agiter le spectre des générations futures et de chiffrer des situations en 2050, si ce n'est pour jouer sur la culpabilité des actifs. Les mêmes qui avaient prédits la crise avec le succès que l'on sait prédisent la catastrophe pour les retraites entre 2030 et 2050. La bonne blague si ce n'était pas si terrible.

Or aucun démenti des idées simplistes du gouvernement n'a passé la frontière de quelques cercles militants. Pourquoi ?

Pour reprendre la main idéologiquement sur ces points, mais aussi sur bien d'autres, il faut soit des partis, soit des syndicats, puissants et réellement de gauche. J'entends très simplement et très largement par gauche l'ensemble de ceux qui n'ont pas pour ambition d'aménager le capitalisme mais de le remplacer par un système de liberté, plus égalitaire, qui ne détruise ni les hommes, ni la planète. Comme on en prend pas le chemin côté politique, il faut à défaut des syndicats puissants et capable de rassembler des intellectuels de gauche, de les rendre crédibles à l'opinion publique et inévitables par les médias. Puissants à l'échelle de la France et au plus vite à l'échelle de l'Europe.

Des idées neuves ?

Personne ne nie, je l'espère, que les retraites vont coûter de plus en plus cher. C'est en tout cas ce qu'il faut espérer car cela traduit deux choses : une espérance de vie qui augmente et des lois sociales de qualité qui permettent de profiter de cette augmentation de l'espérance de vie.

Il faut commencer par cela : **l'augmentation du coût des retraites est une bonne nouvelle. C'est un indicateur de performance du système de sécurité sociale.**

La question n'est donc pas celle du coût mais du financement. Il n'y a de trou des retraites, comme d'ailleurs pour l'ensemble des branches de la sécurité sociales, que parce qu'il y a financement séparé du budget de l'État. L'Éducation nationale, comme la police ou la justice ont un coût mais ne provoquent pas de « trou ». **Il s'agit donc de consacrer plus d'argent aux retraites.**

Deux solutions – qui peuvent être utilisées simultanément- pour cela : soit on augmente les cotisations, soit on élargi l'assiette des cotisations.

Je suis partisan de l'augmentation de l'assiette. Toutes les richesses du pays doivent cotiser pour les retraites. En clair cela revient à **fiscaliser les cotisations**. C'est en finir avec le principe du salaire différé, à l'origine de notre système actuel, mais qui ne fonctionne que lorsque le ratio actifs / retraités est largement favorable aux actifs. C'est donc en finir aussi avec l'idée simpliste qu'il existe un couple retraite par répartition / retraite par capitalisation et que ce qui est pris à l'un va à l'autre. Au contraire si nous n'imposons rien de neuf, nous allons obligatoirement avoir les deux, répartition et capitalisation. Faute d'avoir su fiscaliser les retraites et donc de faire cotiser des pans entiers de la richesse du pays qui ne cotisent pas, cela va être la double peine : des cotisations insuffisantes bien qu'élevée avec en plus la capitalisation pour ceux qui peuvent. C'est écrit dans le ration actifs / retraités.

La fiscalisation permet de plus, comme pour n'importe quel impôt, de le rendre proportionnel. Cela veut dire concrètement que cela permet de faire payer plus les riches, y compris les retraités riches. J'imagine très bien madame Béteencourt, bien que retraitée, payant lourdement, c'est à dire à la

hauteur de sa capacité contributive, pour les retraites des moins aisés. Finalement, tout ceci n'est qu'une des modalités de la répartition des richesses et doit donc être replacée dans ce cadre. L'outil le plus performant pour cela, et de loin, est l'impôt.

Et si on allait jusqu'à promouvoir une politique nataliste ?

Il ne s'agit pas d'une crise de droitisme mais juste de réaliser la bonne vieille idée de la gauche libérale depuis les années pilules: « des enfants si je veux, quand je veux ». Oui mais voilà, lorsqu'on interroge les femmes européennes sur le nombre d'enfant qu'elles souhaiteraient idéalement avoir, y compris les femmes françaises qui sont pourtant parmi les plus fécondes (presque deux enfants par femme), on est proche de 2,8. Pourquoi ne font-elles pas ces enfants ? Pourquoi font-elles dans de nombreux pays européens 1,2 ; 1,3 ou 1,4 enfants en moyenne. Elles répondent en majorité : parce que cela coûte trop cher, que les aides sont insuffisantes, que les carrières en souffrent trop et maintenant s'y ajoute le problème de la cotisation pour la retraite. En effet, je pense que la société pourrait accepter qu'à partir de 3 ou 4 enfants, les élever correctement est un travail à temps plein, et que la femme ou l'homme qui le fait rempli une mission d'utilité sociale qui doit être rémunérée à sa juste valeur. Je ne suis pas statisticien mais mon nez me dit que si, à partir du 4ème enfant, un des deux parents avait la possibilité d'élever ses enfants à plein temps avec un salaire de l'ordre de 1500 euros par mois, on verrait la natalité remonter, les problèmes d'éducation diminuer, la question du financement des retraites disparaître et pour tout dire le pays s'en porter beaucoup mieux. Pourquoi avons-nous peur à gauche d'avoir des enfants et véhiculons nous de fait des idées malthusiennes? Dit autrement, pourquoi l'Europe est-elle victime de ce suicide démographique, qui n'est pas à mon sens un problème, mais LE problème des années à venir. Car bien entendu, une population en baisse rapide avec de nombreuses personnes âgées, cela crée des tensions. Faire des enfants, renouveler tout simplement les générations, c'est prendre le problème à la base. Cela demande des politiques qui ne sont dans aucun programme politique, ni même, à ma connaissance, dans aucun mandats de syndicat.

On pourrait aussi lier les retraites et la libéralisation de la circulation des êtres humains. En clair expliquer et ré-expliquer que loin d'être un fardeau, l'immigration est une chance, peut-être la seule chance pour l'Europe de ne pas implorer démographiquement. Car finalement que nous propose la droite ? Une minorité de vieux riches obsédés par la sécurité et inquiets de l'immigration dominant une majorité de pauvres, de classes moyennes paupérisées, et d'étrangers kleenex.

Aggiornamento syndical ?

Dans le champ syndical, je crois de même qu'une réflexion approfondie est urgente pour tordre le coup pour de bon aux serpents de mer qui nous empoisonnent la vie. Il s'agit en général d'oppositions binaires, sans aucun fondements actuels.

Il n'y a pas par exemple de **syndicats réformistes**, ou plutôt tous les syndicats sont réformistes. Cette notion n'a aucune réalité, aucun sens actuel qui soit clivant. Elle date de l'époque où il y avait un syndicalisme révolutionnaire. Celui-ci n'existe plus en France depuis au minimum 1945. On pourrait développer ici la démonstration historique de ce fait mais ce n'est pas le lieu. Je me contente de noter que les grandes grèves des charbonnages de 1947, par ailleurs extrêmement violentes, ont montré s'il en était besoin qu'après les accords entre le PCF et le gouvernement à propos du retour de Maurice Thorez, la CGT, et donc aussi le parti communiste, avaient abandonné l'idée de révolution en France. Je ne le regrette d'ailleurs pas pour ma part et la guerre civile qui s'est déroulée même période en Grèce montre que c'était le bon choix.

En fait, au début des années 1930 le syndicalisme révolutionnaire était déjà une vieille lune et il n'y a en France en 2011 que des syndicats réformistes. Que cette évidence ne s'impose pas à tous, que sa formulation gêne, y compris des camarades de la FSU, montre simplement que nous avons perdu

le contrôle idéologique de la notion de réforme. Réforme est devenu uniquement synonyme de régression sociale.

La grève générale est de même à jeter au tas de compost au plus vite. Il s'agit littéralement d'appeler tous les corps de métier à la grève, sans plus. Mais dans les faits, la grève générale a héritée du syndicalisme révolutionnaire le fantasme de l'insurrection au plus, de la grève illimitée au moins. C'est comme ça. Dont acte et fini de jouer avec l'éventualité de la grève générale. Même si l'expression est peu prononcée, elle est dans tous les esprits lors des grands mouvements. Certains comme FO en jouent régulièrement en parlant de « grève franche de 24 h (2010) » ou de « généralisation de la grève (2003) ». D'autres (Sud-Solidaires, EE) la perçoivent comme le graal syndical annonciateur de la grande fusion des intérêts des opprimés, prélude au grand chambardement politique. Foutaise ou plutôt méthode coué.

L'idée à une histoire. C'est celle de l'anarcho-syndicalisme qui voit dans la grève générale l'outil qui permet la mise à feu de la révolution, le syndicat devant impulser mais aussi gérer le processus révolutionnaire. Mais l'anarcho-syndicalisme est entré dans l'histoire. Ce n'est plus une réalité contemporaine. Lorsqu'il y a eu grève générale (1968) elle n'a pas été lancée ni véritablement dirigée par les syndicats et elle n'a pas débouché sur une révolution. La tentative de grève générale s'appuyant sur la considérable grève des cheminots de 1920 s'était elle achevée par la défaite finale – en France - des révolutionnaires.

Comment avec ce passé la notion de grève générale, jamais mise en œuvre par les syndicats dans l'après-guerre peut-elle ressurgir avec autant de régularité ? Qui y a intérêt ? La grève générale, si elle ne porte pas nécessairement pour l'opinion publique l'idée de révolution, évoque immanquablement celle de paralysie du pays, de tracas dans la vie quotidienne, de troubles, voire de débordements et de violences. Elle fait peur à la majorité silencieuse et finalement sert surtout le « parti de l'ordre ». **L'idée même de la grève générale nuit objectivement à la montée en puissance des luttes.**

Le piège de la radicalité. Attention à l'échelle implicite de radicalité que nous nous laissons imposer par les médias. Elle relève d'une méconnaissance profonde de ce que sont les fédérations ou les confédérations syndicales. Dans une même confédération, selon les syndicats, selon leur histoire, selon leur force par rapport au patron, le niveau réel de radicalité des actions, mais aussi de radicalité des discours est très variable. FO, de ce point de vue est une véritable caricature mais cela peut aussi s'appliquer dans une moindre mesure à la CGT ou à la FSU.

Concrètement, nous ne pouvons pas laisser à Solidaires le monopole médiatique d'une radicalité qui ne correspond pas sur le terrain à grand chose. Le plus radical n'est pas celui qui brasse le plus d'air. Et être radical est certainement moins important qu'être cohérent et ferme dans les revendications et les méthodes mises en œuvre pour les faire aboutir.

Nous devrions peut-être déporter la question de la radicalité pour ne pas nous laisser enfermer dans ce piège et nous demander par exemple pourquoi le syndicalisme agricole de la FNSEA et de ses satellites, qui est le plus violent et de loin, n'apparaît pas aux yeux des Français comme le sommet de cette pseudo-échelle de radicalité.

En guise de conclusion

Reste que nous allons payer longtemps la défaite de ce mouvement de défense des retraites. Les nouveaux retraités vont le payer bien sur et cela est déjà en route. Mais nous allons aussi le payer dans tous les grands mouvements nationaux que nous aurons à affronter. En premier lieu sur les retraites parce que l'affaire n'est bien entendue pas à son terme. En second lieu sur la démolition de la fonction publique, menée systématiquement et intelligemment. En troisième lieu sur la précarisation de l'ensemble des salariés, secteur privé bien entendu mais aussi secteur public. La crise est le costume trois pièces des fossoyeurs des mouvements populaires. Elle n'a pas fini de sévir

et de servir.

Espérons simplement que nous n'aurons pas à affronter une situation comparable à celle de la Grèce ou du Portugal, parce que là nous verrions que les syndicats sont véritablement nus. Imaginons simplement qu'après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, l'économie espagnole s'effondre. Imaginons que par ce biais ou un autre, les Françaises et les Français soient confrontés à des mesures de régression sociales comme ce que vivent les Grecs, les Portugais, ou pire encore et dans l'indifférence générale les Roumains ou les Estoniens. Les salaires de la fonction publique baissent de 25 %, l'âge légal de la retraite est remontée à 65 et 70 ans, une vague massive de privatisation est décidée, etc. Que faisons-nous en prévision et dans ce cas de figure ? On recommence la joie par l'unité avant de rentrer à la maison manger des pommes de terre ? Ou bien est-ce que l'on tire d'abord la leçon de ce qui vient de se passer pour changer le paysage syndical français ?

Trois urgences de mon point de vue, sur lesquelles un vaste consensus peut se faire assez vite avec une volonté collective :

- **création d'un grand syndicat de changement social par fusion de la CGT, FSU, Solidaires et certains militants d'autres syndicats.**
- **reconquête des esprits. Il faut en finir avec le défaitisme et les vieilles lunes. Être offensif sur le terrain des idées c'est aussi jeter les tabous par dessus bord et repenser nombre d'idées syndicales.**
- **Reprendre pied sur tous les domaines du terrain, privé bien sûr mais particulièrement PME, sous-traitance, intérim. C'est le plus dur, ce doit être et je crois que c'est une priorité de certains syndicats et en particulier de la CGT qu'on ne saurait qu'encourager dans ce sens.**

Franck Gombaud